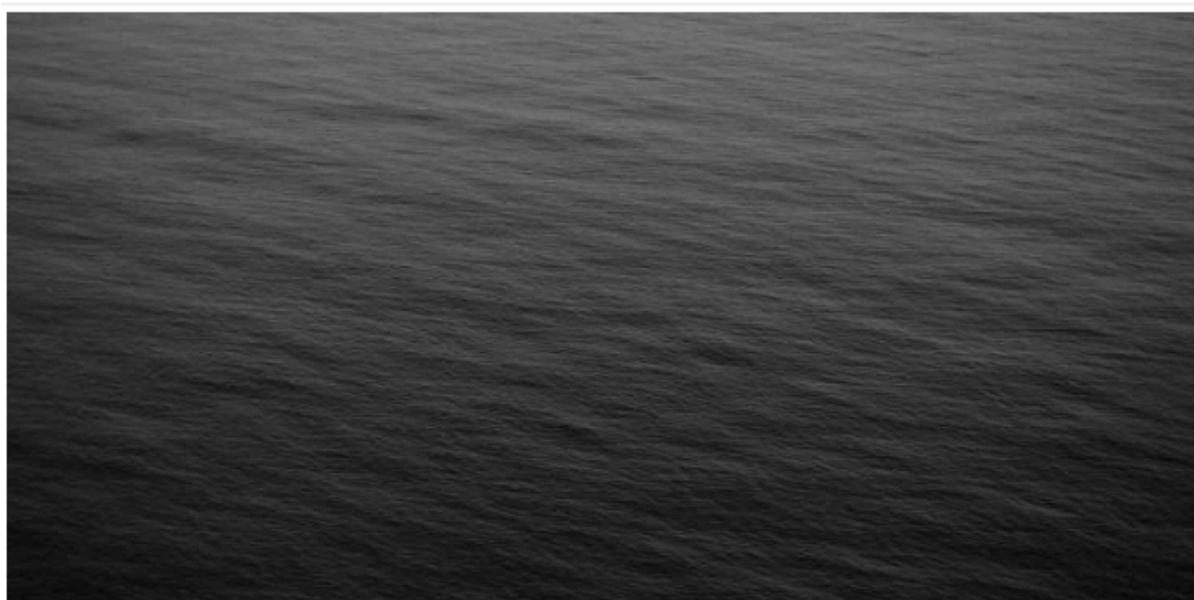


LE 18 JUIN : ULTIMATUM POUR LES OCEANS



by **Eva Morletto** — 18 juin 2019 in [Écologie](#), [Opinion](#)



Le 18 juin prochain, un accord très important doit aboutir au sein des Etats membres du Conseil de l'Union Européenne. Cet accord concerne le règlement sur le prochain Fond Européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), un programme que -sur le papier – devraient soutenir les secteurs de la pêche et de la protection du milieu marin, mais qui concrètement, se traduit par des enveloppes bien fournies à destination des lobbies de la pêche industrielle, au détriment des petits pêcheurs et de la biodiversité marine.

A cette date la France va entériner ainsi sa position officielle au sein du Conseil de l'UE sur cette mesure capitale. Si on veut enrayer la surexploitation et la dégradation du milieu marin il n'y a qu'une solution possible: **ELIMINER LES SUBVENTIONS PUBLIQUES QUI CONTRIBUENT A LA SUR-PÊCHE INDUSTRIELLE.**

Tant que les Etats verseront des milliards d'aides publiques aux flottes de pêche industrielle, nos mers seront en danger.

Depuis 20 ans les scientifiques alertent sur ce problème et sur ces conséquences catastrophiques et depuis 2015, le consensus est heureusement devenu aussi politique, car l'ONU a fixé comme objectif d'éliminer ces subventions d'ici 2020.

Mais -il y a toujours un mais lorsqu'il s'agit des solutions mises en avant pour la politique sur l'environnement – la France est en train d'exercer son poids diplomatique pour se ranger de coté des lobbies de la pêche industrielle.

Elle n'est pas seule dans cette démarche écologiquement suicidaire. Notre pays peut compter en effet sur l'appui de l'Italie salvinienne -l'environnement n'est certainement pas le souci majeur du populaire vice premier ministre italien – et sur l'Espagne qui possède la plus puissante flotte industrielle européenne, déjà responsable -sous la pression de pays consommateurs comme le Japon – des ravages sur les stocks de thon rouge dans la mer d'Andalousie pendant les décennies passées.

Les raisons mises en avant par le gouvernement à propos de sa position controversée, sont à peu près celles-ci: les flottes doivent se re-moderniser (il s'agit déjà de chalutier géants équipés comme des sous-marins nucléaires, avec une multitude de sonars, drones, capteurs et engins sophistiqués pour repérer les bancs de poissons à des kilomètres.

Les « re-moderniser » ne correspondrait pas à les rendre encore plus meurtriers?

La définition de « pêche artisanale » doit être élargie (jusqu'où un chalutier qui racle les fonds jusqu'à 1000 mètres de profondeur peut être considéré comme un instrument compatible avec la pêche « artisanale»?).

Last but not least, la France réclame un assouplissement des règles en matière de transparence pour les grands acteurs de la pêche industrielle.

L'association BLOOM – qui a déjà eu le grand mérite de mobiliser le milieu politique contre la pêche électrique et ses ravages dans les mers du Nord – s'engage donc encore une fois et invite à se mobiliser avant le 18 juin pour que la position de la France change radicalement si on ne veut pas signer la condamnation à mort définitive des océans.

Car, quand on parle de menaces sur la biodiversité marine, derrière le banc des accusés il y a surtout la sur-pêche, forte de ses moyens techniques dignes d'une armée, capable de détruire tout sur son passage, de tuer sans raison des millions de « prises accidentelles », parmi lesquelles des centaines de milliers de mammifères marins.

La sur-pêche industrielle est surtout un fléau qui, grâce à une stratégie politique responsable pourrait s'arrêter très rapidement, contrairement aux effets de la pollution.

«Les Etats ont été complices jusqu'à présent de cet état de choses » affirme Claire Nouvian, fondatrice de Bloom. « Comment faire quand les scientifiques recommandent au maximum 20.000 tonnes par an de prises sauvages et les politiques en autorisent le double, double qui sera dépassé à son tour par les flottes industrielles qui arriveront à pêcher 60.000 voir 80.000 tonnes? Il faut que les responsables institutionnels affichent enfin de la volonté et du courage ».

Cette déclaration de guerre à la nature est complètement absurde même du point de vue strictement économique: 20% des prises mondiales est en effet utilisé pour produire de la farine de poisson destinée à son tour ...à nourrir des poissons d'élevage.

On capture donc des espèces très nutritives pour les réduire à de la farine. En considérant qu'il faut environ 5 kg de poissons sauvages pour produire à peu près un seul kilo de farine...on voit très bien à quel niveau de stupidité on a été capables d'atteindre.

Nous sommes en train de vider les mers: les prises sont de plus en plus petites, ce qui signifie que les poissons n'ont plus le temps de grandir et de se reproduire, les nations les plus riches vont chercher le poisson dans les espaces de pêche des pays en développement, en détruisant leur écosystème et en privant les pêcheurs locaux de leurs moyens de subsistance. Des millions de familles se retrouvent donc sans emploi, sans argent, sans nourriture.

Ça se passe aux Seychelles, ça se passe aux Philippines, ça se passe au Ghana, au Sénégal. Dans ce pays africain, les chalutiers chinois suréquipés pêchent en une semaine ce que les pêcheurs locaux pêchent en un an! Selon Greenpeace, la plupart de ces navires pratiquent le chalutage par le fond, une forme de pêche extrêmement néfaste et destructrice qui est en train de mettre en sérieux péril le stock de poissons dans les mers de l'Afrique de l'Ouest. Mais les chalutiers industriels ne viennent pas que de Chine: ils sont coréens, russes, espagnols, français. Ce pillage sans relâche menace la sécurité alimentaire du continent africain, avec, entre autres, la complicité de notre gouvernement.

Les solutions existent, mais il faut faire vite: les subventions de l'Etat à la pêche industrielle doivent cesser et des nouvelles initiatives pour protéger la pêche responsable doivent être encouragées. En Espagne par exemple, la Fondation Lonxanet créée en 2002 en Galice et appuyée par une quinzaine d'ONG, aide les pêcheurs artisanaux à s'engager dans une pêche durable et à se faire les gardiens du milieu marin où ils travaillent. Une initiative admirable, mais encore trop peu percutante face au pouvoir immense des lobbies industriels.

Une goutte dans la mer, c'est le cas de le dire.

C'est à nous de générer le raz de marée qui balayera les chalutiers meurtriers en consommant de façon responsable (suivez l'association Bloom pour recevoir les conseils pour mieux consommer) et en exigeant des politiques un véritable changement de cap.